

### 3. Neutralité carbone : greenwashing et fausses solutions liées aux terres

Depuis l'Accord de Paris, les concepts de « neutralité carbone » et « zéro émission nette »<sup>1</sup> sont devenus les nouveaux crédos de la lutte contre le dérèglement climatique. L'interprétation malhonnête de ces concepts a ouvert une nouvelle course au greenwashing et à l'accaparement des terres au nom du climat.

#### DE LA RÉDUCTION DES ÉMISSIONS À LA NEUTRALITÉ CARBONE

Avant l'Accord de Paris, lors des nombreuses Conférences des parties (COP) organisées dans le cadre de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), des décisions ont été prises pour limiter le réchauffement climatique. Des pourcentages de réductions ont été énoncés, en particulier pour les pays riches<sup>2</sup>. En 2009, à Copenhague, l'Union Européenne (UE), par exemple, s'alignait sur une

trajectoire visant de 80 à 95 % de réductions de gaz à effet de serre (GES) en 2050. À défaut d'être ambitieuse, la voie pour réduire les émissions était plus ou moins claire. Il fallait surtout ne plus exploiter les énergies fossiles, stopper le déboisement, dé-carboner nos modes de production et de consommation et tendre, le plus rapidement possible, vers *zéro émission* de GES.

Lors de la COP21 à Paris, l'accord a globalement relevé le niveau d'ambition, en engageant les États à contenir le réchauffement climatique en deçà de 2 °C, et à tendre le plus possible vers 1,5 °C. Mais l'article 4 de l'accord a introduit une nuance importante : il ne suggère pas de pourcentage de réductions mais plutôt « *de parvenir à un équilibre entre les émissions anthropiques par les sources et les absorptions anthropiques par les puits de gaz à effet de serre au cours de la deuxième moitié du siècle (...)* ».

Alors qu'avant 2015, l'accent était clairement en faveur de réductions des émissions, désormais le mot « équilibre » de l'Accord de Paris a

Par Brigitte Gloire,  
militante pour le climat et membre du  
conseil d'administration de FIAN Belgique

surtout été interprété comme une équation. Une équation dont le résultat doit être zéro mais dont les termes n'ont – malheureusement – été ni clairement définis, ni clairement quantifiés. Le concept de « zéro net » s'est transformé en celui de « neutralité carbone » et cet objectif s'est invité, chaque jour davantage, dans les engagements climatiques des États, des entreprises et même de certaines ONG.

#### LA NEUTRALITÉ CARBONE, LE NOUVEAU CHEVAL DE TROIE DES POLLUEURS

Parmi les maux du climat, le mauvais usage des mots arrive en bonne place. Après la croissance verte, l'agriculture intelligente pour le climat (*climate-smart agriculture*) et les investissements climat, l'objectif « neutralité carbone » est devenu la dernière fausse solution en vogue, et le plus bel enfumage jamais rencontré dans la dramaturgie du climat.

Dans le cadre des négociations climatiques préalables à l'accord de Paris, la notion d'équilibre entre émissions

1 Sur la différence entre les deux notions, voir : <https://positiveworkplace.fr/neutralite-carbone-et-zero-emission-nette-quelle-difference/>

2 Pays référencés dans l'annexe 1 du protocole de Kyoto

et absorptions concernait essentiellement les émissions résiduelles, c'est-à-dire des émissions qu'il est difficile d'éradiquer complètement. L'agriculture est le principal secteur concerné par ces émissions résiduelles. Il s'agit, par exemple, des émissions de méthane issues des élevages de ruminants ou de l'irrigation des rizières. Ces émissions peuvent être réduites mais pas totalement éliminées, contrairement à la consommation d'énergie fossile qui peut être totalement remplacée par des sources non émettrices de CO<sub>2</sub>. Les émissions résiduelles devaient donc être compensées via des absorptions anthropiques au milieu du siècle (voir encadré 1).

Mais l'Accord de Paris n'a pas précisé ces notions d'équilibre et de neutralité. Est-ce que la « neutralité carbone » signifie 10 % d'émissions (résiduelles) moins 10 % d'absorptions ? Ou 100 % des émissions (actuelles) moins 100 % d'absorptions ? Sans réponse claire à ces questions et sans réglementation solide, l'Accord de Paris a déroulé le tapis rouge aux pollueurs.

Pour un grand nombre d'entreprises, et bien que les règles des labels « bilans carbone » ne leurs permettent pas, en théorie, d'utiliser des crédits carbone pour annuler leurs émissions, continuer à extraire et brûler des énergies fossiles est redevenu permis, puisque les puits seront là pour absorber le CO<sub>2</sub> et neutraliser la pollution.

## DES MÉCANISMES NÉOCOLONIALISTES ET INEFFICACES

On aurait pu croire, pourtant, que l'heure des mécanismes de compensation carbone était révolue. Déjà en 1997, lors de discussions liées au protocole de Kyoto, beaucoup de voix s'étaient élevées contre la mise en place de mécanismes dits « de flexibilité », tels que le Mécanisme pour le Développement Propre (MDP), qui permet aux pays riches de financer des projets de réduction des émissions dans un pays en développement en échange de droits d'émissions supplémentaires. Ce mécanisme était dénoncé, dès le début, par les mouvements sociaux comme une pratique néocolonialiste, visant la marchandisation d'un bien commun (l'atmosphère) [pour en savoir plus, voir article n°9 sur les biens communs], et conférant des « droits de polluer » aux pays développés. En outre, depuis lors, plusieurs études ont révélé l'inefficacité de ce mécanisme, en démontrant par exemple que 85 % des projets de compensation utilisés par l'UE dans le cadre du MDP n'avaient pas permis de réduire les émissions<sup>3</sup>.

3 Communiqué Transport & Environnement, « 85% of offsets failed to reduce emissions, says EU study », 17 mai 2017. <https://www.transportenvironment.org/news/85-offsets-failed-reduce-emissions-says-eu-study> et Rapport UE oko institut (2016) : [https://ec.europa.eu/clima/sites/clima/files/ets/docs/clean\\_dev\\_mechanism\\_en.pdf](https://ec.europa.eu/clima/sites/clima/files/ets/docs/clean_dev_mechanism_en.pdf)

Alors que ces mécanismes de compensation recevaient encore le soutien de quelques ONG environnementales « conservationnistes » au début, il existe aujourd'hui une quasi-unanimité de la société civile à leur encontre. En 2015, CarbonMarketWatch écrivait<sup>4</sup> qu'il n'y avait désormais plus de places pour les compensations dans la nouvelle configuration de l'Accord de Paris. Le réseau international Climate Action Network (CAN) recommande<sup>5</sup> clairement de véritables réductions, rapides et à la source, plutôt que le recours aux compensations.



4 CMW : <https://carbonmarketwatch.org/2017/04/18/press-statement/>

5 Recommandation à retrouver dans son document de positionnement de septembre 2020 sur les trajectoires 2050. <https://climatenetwork.org/resource/can-position-high-level-principles-and-recommendations-for-transformative-pathways-towards-real-zero-emissions-september-2020/>

Mais la consécration du concept de « neutralité carbone » dans les discussions climatiques et dans les médias, a rouvert une brèche dans laquelle se sont engouffrés de nombreuses entreprises et gouvernements.

## NOUVELLE RUÉE SUR LES TERRES MONDIALES

La flambée des projets de compensation carbone annonce une nouvelle ruée sur les terres mondiales. En effet, pour absorber les émissions, on peut soit se baser sur des solutions technologiques, soit sur des solutions basées sur la nature (*Nature Based Solutions*) (voir encadré 1). Mais, les solutions technologiques restant largement non éprouvées et dangereuses, le principal moyen pour éliminer le carbone de l'atmosphère repose sur les solutions biologiques liées aux terres.

### • ENCADRÉ 1 •

## LES MÉTHODES DE SÉQUESTRATION DU CARBONE

Les méthodes pour séquestrer le carbone (CDR en anglais pour Carbon Dioxide Removal) peuvent être de 3 types :

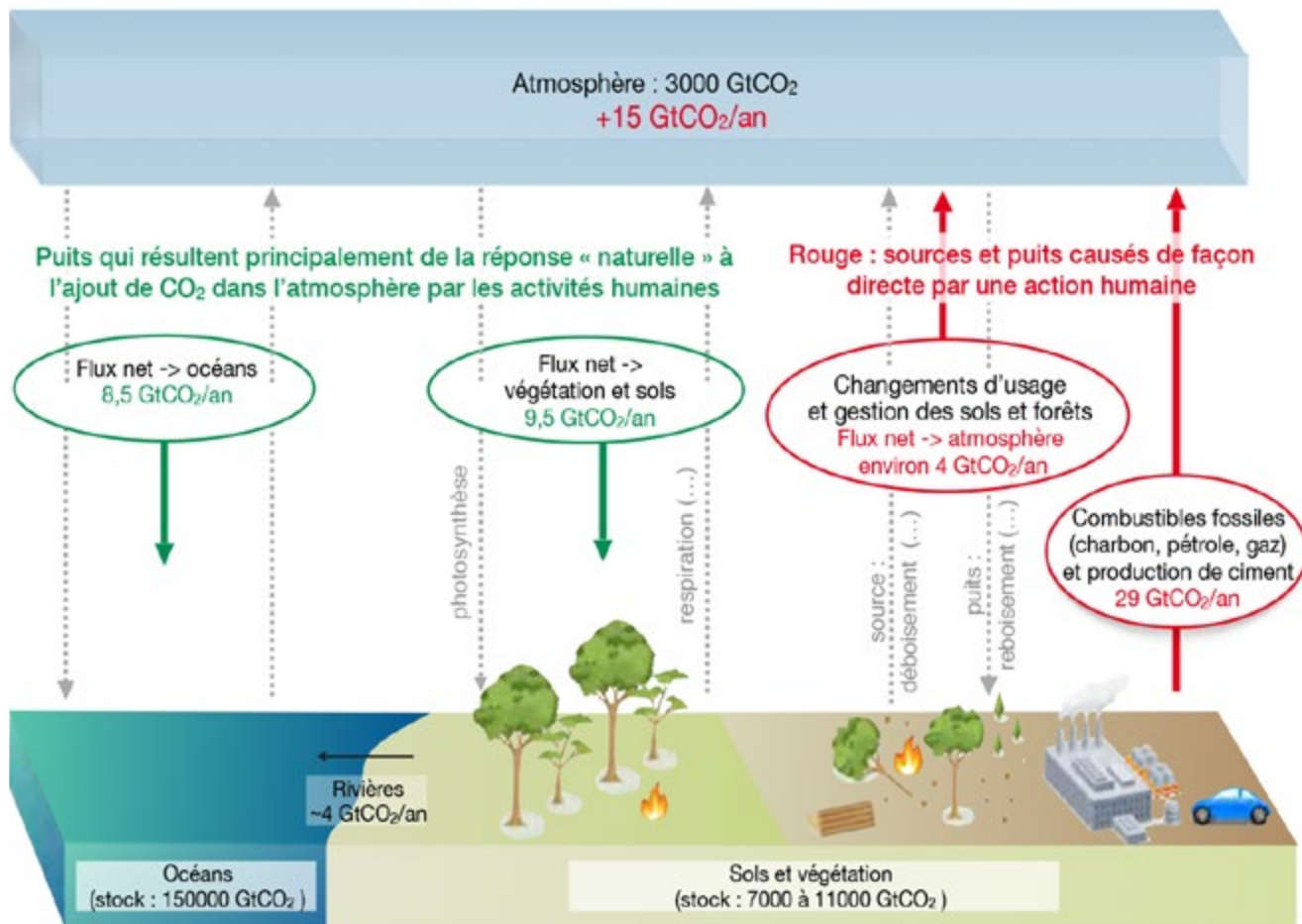
> **Soit technologique**, via la **géo-ingénierie carbone** (comme le **captage et stockage du carbone – CSC**), qui regroupe différents procédés industriels visant la captation du CO<sub>2</sub> après la combustion d'énergies fossiles, sa séquestration et son stockage dans des sites géologiques. La plupart de ces technologies, extrêmement onéreuses, ne sont toutefois pas éprouvées à l'heure actuelle et comportent de nombreux risques, si elles devaient être appliquées à grande échelle.

> **Soit biologique et naturelle via la photosynthèse** (souvent appelées solutions basées sur la nature – *Nature Based Solutions* en anglais). Il peut s'agir de bonnes pratiques écologiques et sociales<sup>a</sup>, comme la restauration, l'extension et la bonne gestion des écosystèmes forestiers naturels ou le renforcement de pratiques agroécologiques, en particulier l'agroforesterie. Mais aussi, de pratiques non durables comme des monocultures forestières à large échelle, qui comportent des risques pour la biodiversité et les droits des communautés locales.

> **Soit combinant les deux**, comme la **production de bioénergie associée au captage et stockage du carbone** (BECCS, selon l'acronyme anglais). Cette technique vise la plantation à large échelle de plantes à croissance rapide, qui seront ensuite brûlées dans des centrales pour produire de l'électricité, tandis que les émissions de carbone en résultant seront captées et stockées sous terre.

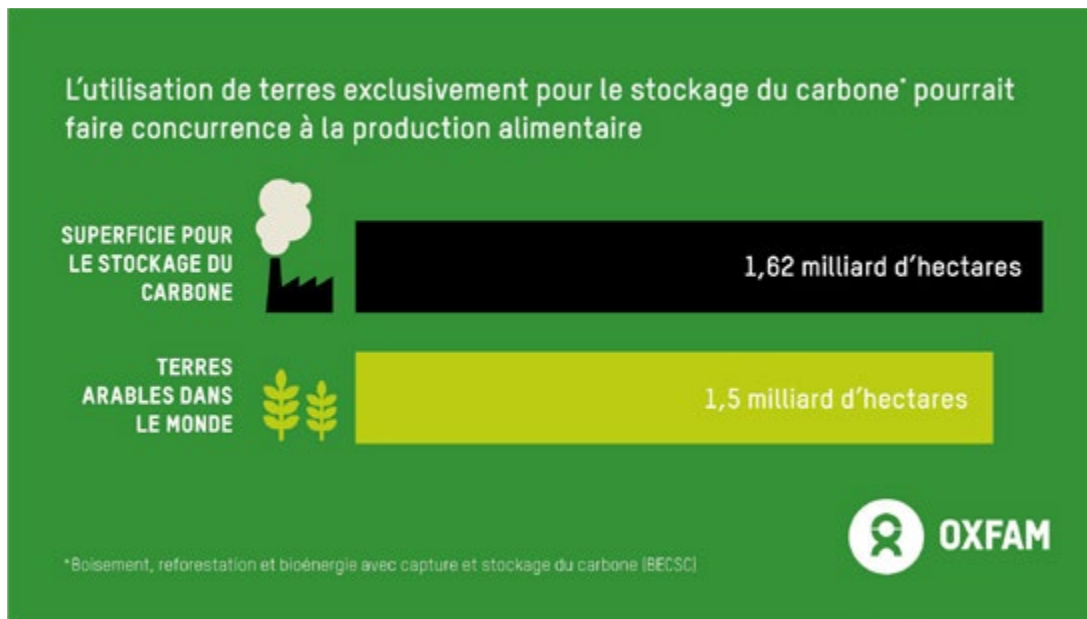
a CLARA (2018), « Les pistes inexplorées pour ne pas dépasser les 1,5°C : Le rôle du secteur des terres au cœur d'une action climatique ambitieuse ». [https://static1.squarespace.com/static/5b22a4b170e802e32273e68c/t/5bc3cc1124a694540284f5ae/1539558423452/MissingPathwaysCLARAexecsummFR\\_2018.pdf](https://static1.squarespace.com/static/5b22a4b170e802e32273e68c/t/5bc3cc1124a694540284f5ae/1539558423452/MissingPathwaysCLARAexecsummFR_2018.pdf)

## Principaux flux & stocks de carbone



Infographie 1 • Principaux flux et stocks de carbone

Source : Plateforme wallonne pour le GIEC (2019)



## Infographie 2 • Quelle superficie le stockage du carbone requiert-il ?

Source : Oxfam 2021

S'il est bien sûr essentiel de promouvoir des solutions biologiques de séquestration de carbone (comme la protection, la restauration et l'extension des écosystèmes forestiers naturels ou les pratiques agroécologiques), leur potentiel de captation demeure limité par rapport au niveau des émissions actuelles<sup>6</sup>.

Une augmentation inconsidérée de ce potentiel nécessiterait de larges quantités de terres pour planter des monocultures forestières. Cette nouvelle ruée sur les terres provoquera des conflits fonciers avec les communautés locales et aura des conséquences sur la sécurité alimentaire mondiale.

## DES COMPENSATIONS ÉQUIVALENTES À L'ENTIÈRETÉ DES TERRES CULTIVÉES

L'ampleur du phénomène pourrait être dramatique. Dans un rapport d'août 2021, Oxfam estime que la superficie totale de terres requise pour stocker le carbone pourrait être cinq fois supérieure à la superficie de l'Inde, soit l'équivalent de la totalité des terres cultivées sur la planète (1,62 milliard d'hectares)<sup>7</sup>. À titre d'exemple, Oxfam a analysé les

6 Une coalition d'ONGs, rassemblées au sein de l'Alliance CLARA, estime qu'une action ambitieuse basée sur les meilleures pratiques de gestion des terres a un potentiel de mitigation d'environ 15 GT CO<sub>2</sub> eq. par an en 2050 par rapport à un scénario « Business as usual ». CLARA (2018), op.cit.

7 Oxfam international (2021) « Pas si net : les conséquences des objectifs climatiques « zéro émission nette » sur l'équité foncière et alimentaire ». <https://www.oxfam.org/fr/publications/pas-si-net-les-consequences-des-objectifs-climatiques-zero-emission-nette-sur-lequite>

• ENCADRÉ 2 •

## FOLU : LES NOUVEAUX HABITS DE YARA ET UNILEVER

La FOLU (Food and Land Use Coalition) est l'un des lobbies les plus sophistiqués et les plus secrets des entreprises du secteur de l'alimentation et de l'agro-industrie. Elle a été lancée en 2017 par la société norvégienne d'engrais Yara et le géant anglo-néerlandais des aliments transformés Unilever, deux des pires pollueurs climatiques du secteur alimentaire et agricole. Avec le soutien du gouvernement norvégien, Yara a engagé une société privée, Systemiq, dirigée par d'anciens dirigeants de McKinsey pour réunir une coalition d'entreprises, d'ONG financées par des entreprises et d'associations patronales.

Aujourd'hui, la FOLU, ainsi que les individus et les groupes qui la composent, sont omniprésents dans les forums internationaux traitant du climat et de l'alimentation, où ils sont devenus de grands promoteurs des solutions fondées sur la nature et du marché volontaire du marché carbone.

objectifs zéro émission nette des quatre plus grandes entreprises productrices de pétrole et de gaz (Shell, BP, TotalEnergies et Eni). À eux seuls, leurs plans pourraient nécessiter une superficie deux fois supérieure à celle du Royaume-Uni en 2050. Oxfam conclut : « *Il est mathématiquement impossible de planter suffisamment d'arbres pour atteindre les objectifs zéro émission nette cumulés annoncés par les gouvernements et les entreprises, car il n'y a tout simplement pas assez de terres.* »

Par ailleurs, selon certaines estimations, le boisement à grande échelle pourrait entraîner une hausse des prix des denrées alimentaires d'environ 80 % d'ici 2050, ce qui pousserait des millions de personnes supplémentaires issues des communautés marginalisées à souffrir de la faim<sup>8</sup>.

Un autre rapport de l'ONG GRAIN<sup>9</sup> qualifie le « zéro net » et les « solutions fondées sur la nature » comme

des « escroqueries meurtrières ». Le rapport épingle plusieurs feuilles de route, plans et scénarios du « zéro net » de plusieurs grandes entreprises du secteur de l'agroalimentaire. Il montre que ces plans visent principalement à maintenir la croissance des activités des entreprises et à compenser leurs émissions en rémunérant d'autres pour extraire le carbone de l'atmosphère. « *Ces plans ne sont pas scientifiquement fondés et font peser la majeure partie du fardeau et des risques sur les communautés des pays du Sud, dont les terres seront ciblées pour ces programmes de compensation.* »

8 Ibidem.

9 GRAIN (2021), « Greenwashing des entreprises : le « zéro net » et les « solutions fondées sur la nature » sont des escroqueries meurtrières », <https://grain.org/fr/article/6636-greenwashing-des-entreprises-le-zero-net-et-les-solutions-fondees-sur-la-nature-sont-des-escroqueries-meurtrieres>

## LOBBYING DES ENTREPRISES

Le rapport de GRAIN, ainsi qu'un autre rapport d'une coalition d'ONG intitulé « *La grosse arnaque* »<sup>10</sup> détaillent également les manœuvres de lobbying de l'agrobusiness pour promouvoir les solutions basées sur la nature et le marché volontaire du carbone auprès des États et des instances onusiennes (voir encadré 2).

Les grands acteurs financiers s'intéressent également à ce nouveau marché prometteur. L'Agence internationale pour l'échange de droits d'émissions (IETA) et les acteurs boursiers dont le Chicago Market Exchange (CME) font actuellement un lobbying intense<sup>11</sup> auprès des États pour exposer l'énorme attente et l'intérêt des multinationales et du monde financier dans le marché volontaire des crédits d'émissions<sup>12</sup>.

---

10 Amis de la terre et al. (2021), « La Grosse Arnaque: Comment les grands pollueurs mettent en avant un agenda "zéro émission nette" pour retarder, tromper et nier l'action climatique. » [https://www.corporateaccountability.org/wp-content/uploads/2021/06/La-Grosse-Arnaque\\_FR.pdf](https://www.corporateaccountability.org/wp-content/uploads/2021/06/La-Grosse-Arnaque_FR.pdf)

11 Communiqué IATP, « Voluntary CO<sub>2</sub> emissions offset trading: The CFTC must examine risks of deceptive emissions reduction reporting », 28 juillet 2021. <https://www.iatp.org/voluntary-co2-emissions-offset-trading-cftc>

12 Il existe un marché contraignant lié à l'obligation à laquelle un pays est contraint de se conformer et de réduire ses émissions vis à vis de la CCNUCC ou d'autres institutions Onusiennes (ex KP et NDC). Les marchés du carbone de l'ONU sont les principaux « marchés réglementés », c'est-à-dire qu'ils ont été institués afin de permettre à leurs participants d'atteindre des objectifs contraignants établis par

Le groupe CME a d'ailleurs déjà annoncé un second produit sur le marché volontaire du carbone : les N-GEO™, des compensations d'émissions basées sur la nature, générées via des projets liés aux terres (agriculture, foresterie et autres usages des terres, AFOLU en anglais). En Belgique, la FEVIA, le lobby de l'industrie alimentaire, plaide auprès des autorités pour la mise en place d'un référentiel, afin de permettre le développement du marché volontaire du carbone dans le pays<sup>13</sup>.

---

des gouvernements. Il existe aussi un marché volontaire (non réglementé) entre acteurs qui s'auto certifient et conviennent ensemble de s'échanger des crédits, le plus souvent comme outil de responsabilité sociale des entreprises ou d'amélioration de leur image. <https://carbon-marketwatch.org/wp-content/uploads/2020/07/CMW-FRENCH-CARBON-MARKETS-101-THE-ULTIMATE-GUIDE-TO-MARKET-BASED-CLIMATE-MECHANISMS-FINAL-2020-WEB.pdf>

13 Communiqué FEVIA, « Bientôt une compensation des émissions de CO<sub>2</sub> en Belgique ? », 30 juin 2021. <https://www.fevia.be/fr/actualites/bientot-une-compensation-des-emissions-de-co2-en-belgique>

## CONCLUSION

Six ans après l'Accord de Paris, la crise climatique est plus préoccupante que jamais. Le dernier rapport du GIEC, publié en août 2021, estime que le réchauffement planétaire s'accélère plus vite que prévu. Le rapport souligne « *qu'à moins de réductions immédiates, rapides et massives des émissions de gaz à effet de serre, la limitation du réchauffement aux alentours de 1,5 °C, ou même à 2 °C, sera hors de portée* »<sup>14</sup>.

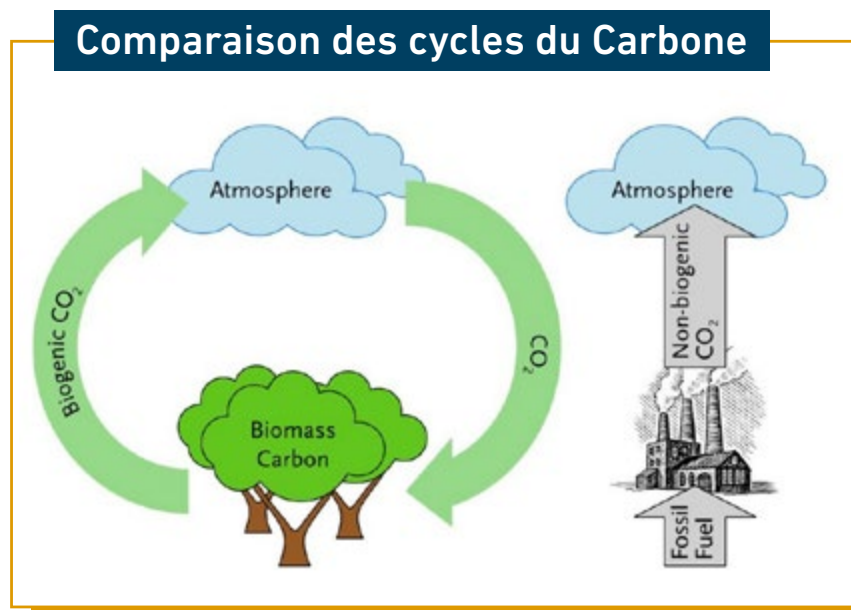
Face à l'urgence climatique, l'interprétation malhonnête du concept de neutralité carbone par les entreprises et certains gouvernements apparaît comme une nouvelle manœuvre dilatoire. « *The elephant in the room* » des conférences climatiques est le poids grandissant d'acteurs économiques et financiers sur les négociations [sur la mainmise du secteur privé sur la gouvernance alimentaire mondiale, notamment l'UNFSS, voir article n°1].

Dérégulations et engagements volontaires non contraignants, promotion de la croissance et du commerce international sont partout promus par le secteur privé avec la bénédiction des États [sur la dérégulation des OGM, voir article n°5]. Et, tant qu'une nouvelle gouvernance ne placera pas les

---

14 Communiqué GIEC, « Changement climatique généralisé et rapide, d'intensité croissante – GIEC », 9 août 2021. [https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2021/08/IPCC\\_WGI-AR6-Press-Release\\_fr.pdf](https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2021/08/IPCC_WGI-AR6-Press-Release_fr.pdf)

droits humains et sociaux, l'équité, l'interdiction des modes de production et de consommation non soutenables – y compris la spéculation bancaire [sur la spéculation bancaire et le capitalisme dévoyé, voir article n°2] – et l'arrêt du productivisme et de la surconsommation, au rang des priorités, il faudra malheureusement s'accommoder de voir les pyromanes se muer en pompiers pour continuer de brûler la planète en toute impunité.



#### Infographie 3 • Comparaison des cycles du Carbone

Source : IEA Bioenergy Technology Collaboration Programme

La combustion des énergies fossiles, extraites de réservoirs passifs (gisements) ne peut entrer dans la même équation que les absorptions associées à l'usage et à la gestion des sols et des forêts, liées aux principaux flux et stocks naturels du carbone (réservoirs actifs).